

LOIRE  
ATLANTIQUE **les**  
**nouvelles**

Edité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 466 - 25 février 1988 - Prix 2,50 F



EN VENTE  
AUPRES  
DES  
MILITANTS  
ET A LA  
FEDERATION

65 F  
(10 F frais de port)

Règlement  
à la commande

**JUSTICE, LIBERTÉ, PAIX**

**RENDEZ-VOUS avec**

# **A. LAJOINIE**

**Samedi, 16 heures, au Champ-de-Mars,  
des milliers avec le candidat communiste**

L'événement c'est samedi, la visite d'André LAJOINIE à Nantes.

Un événement, car vous pourrez connaître les propositions du candidat communiste. Les journaux, la T.V., la radio vous arrosent quotidiennement de la dernière petite phrase politicienne de Chirac, Barre, Le Pen ou de Mitterrand, mais silence sur la campagne, les positions d'André LAJOINIE.

Hormis quelques émissions, vous ne pouvez pas écouter le candidat du mécontentement et de l'espoir. Quand ses positions ou celles des dirigeants communistes ne sont pas déformées, c'est la chape de la censure. Pourtant depuis des mois, chaque semaine, André LAJOINIE tient plusieurs meetings, participe à des rencontres avec des intellectuels, des sportifs, des gens du cinéma, des employés, des femmes, des jeunes... parfois les équipes de T.V. sont là, mais rien en définitive sur le petit écran !

Samedi, venez nombreux pour faire tomber le mur du silence. Venez manifester votre volonté de ne pas vous laisser faire et votre espoir d'une autre politique qui réponde à vos besoins, à l'avenir de vos enfants, à ceux du pays.



## **SOMMAIRE**

Appels  
à voter  
A. LAJOINIE  
p. 2

La souscription  
nationale pour  
la campagne  
A. LAJOINIE  
p. 3

P.S. et droite  
organisent  
les TUC

SEGUIN à Rezé

Bradage et  
licenciements  
p. 4

Des CARS pour  
le meeting  
d'A. LAJOINIE

L'Aménage-  
ment intégré  
de la LOIRE  
p. 6

**VOTE LAJOINIE**

# APPEL DE 75 ELUS POUR A. LAJOINIE

**La fatalité, ça n'existe pas.**

Une autre politique est possible, une politique conforme aux intérêts de la France, aux intérêts de tous les travailleurs manuels et intellectuels, aux intérêts des communes.

Le pouvoir de la bourgeoisie veut faire des collectivités locales des instruments de sa politique d'austérité et de régression sociale.

La politique subie en France, et dans ce département, est celle de la désindustrialisation et du chômage.

Les habitants de nos communes ont besoin de justice : le SMIC à 6 000 F, une allocation mensuelle de 3 000 F pour les foyers ou les personnes seules, 700 F par enfant d'allocations familiales, dès le premier enfant, la suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité, la transformation des emplois précaires en emplois stables, une lutte réelle contre l'échec scolaire, la baisse des loyers...

Les habitants de nos communes ont besoin de liberté : démocratisation des institutions, pluralisme de l'information, liberté dans les entreprises, participation...

Les habitants de nos communes ont besoin de paix : il vaut mieux construire des écoles, des hôpitaux, des crèches, améliorer le cadre de vie que de ruiner le pays dans des œuvres de mort. Il faut réduire le budget militaire. La France doit s'inscrire dans le grand mouvement mondial pour le désarmement et la paix.

Dans l'intérêt des populations, ces soixante-quinze élus appellent à voter au premier tour des élections présidentielles pour André Lajoinie, le seul candidat qui exprime avec force dans son programme l'attachement aux grandes valeurs humaines que sont la justice, la liberté et la paix, et qui appelle à les défendre.

Les élus qui voudraient s'associer à cet appel peuvent contacter l'ADECRA, 41, rue des Olivettes, Nantes



**DONNER A ANDRE LAJOINIE, LE CANDIDAT COMMUNISTE, LES MOYENS D'UNE CAMPAGNE EFFICACE ET POPULAIRE**

## JE VERSE

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Somme versée .....

Adressez votre versement à : Gilles Bontemps, 41, rue des Olivettes, NANTES, C.C.P. 4400-47 W NANTES



Photo Lily Franey.

## POURQUOI J'APPELLE A VOTER A. LAJOINIE

**Nous avons demandé à Henri FAURE, cadre S.N.C.F., les raisons de son appel**

*Pour deux types de raisons.*

Tout d'abord un **REMERCIEMENT** à l'action ministérielle de Charles Fiterman qui, dans les circonstances difficiles de 1981-82, a su apporter aux cheminots un plus dans leur statut avec la définition de la nouvelle S.N.C.F. à l'issue de l'échéance de la convention de 1937 et la création d'un C.C.E. et de C.E. régionaux.

Ensuite, un **ESPOIR**.

Comme tu le sais, je ne partage pas en tout les pratiques et analyses du P.C., mais dans la période actuelle je constate qu'André Lajoinie est le seul candidat, déclaré ou non, qui n'invite pas au renoncement et à l'acceptation de la crise.

Les propositions qu'il formule et défend avec son parti au plan économique, social et culturel, sont une base sérieuse pour une issue à la crise.

Un dernier mot, si tu le permets, pour souligner l'importance de l'accord sur le désarmement signé le 7 décembre dernier. C'est à mes yeux une chance historique pour l'humanité. Là encore, je constate que seul le P.C. montre les perspectives de mieux vivre que crée un tel accord. Mieux vivre pour les travailleurs de France et du monde entier.

NANTES,  
le 22 février 1988.  
Henri FAURE.

**POUR L'ISOLATION ET L'ÉTANCHÉITÉ**

**J'AI CHOISI SOPAMI MON GROSSISTE CONSEIL POURQUOI PAS VOUS ?**

**PEINTURES MOQUETTES PAPIERS PEINTS REVÊTEMENTS MURAUX**

**Sopami**  
GROSSISTE CONSEIL

36, rue des Olivettes - 44000 NANTES  
Tél. 40.47.63.57

Lundi au vendredi : 8 h - 12 h ; 14 h - 19 h  
Samedi : 8 h 30 - 12 h

PROFESSIONNELS - ADMINISTRATIONS - ENTREPRISES - COMITÉS

**VOTE LAJOINIE**

A la centrale E.D.F. de Cordemais, en quelques jours, plus de 80 agents signent l'appel à voter Lajoinie, et les inscriptions pour le meeting de samedi se multiplient.

Les cheminots nantais approchent les 300 signatures sur leur appel. Ils seront nombreux samedi au Champ-de-Mars.

Les jeunes communistes ont recueilli une cinquantaine de signatures sur l'appel à voter Lajoinie devant l'A.N.P.E. de Nantes-Carnot et dix devant celle de Rezé.

La J.C. diffuse cette semaine 7 000 tracts à la porte de « bahuts » nantais pour inviter les jeunes au meeting. Au cours de ces rencontres, la J.C. se renforce, elle le fera aussi lors du meeting.

A la SNIA Saint-Nazaire, lors du point de rencontre de la semaine dernière, en une heure 65 travailleurs signaient l'appel en faveur du candidat communiste, nombreux disaient leur intention de se rendre au meeting et ils sont déjà plus d'une centaine à avoir donné leur nom pour le vote communiste.

A la SNIA Bouguenais, la centaine d'appels est dépassée et mardi matin la vente de l'Huma a obtenu le succès escompté.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »  
S.A.R.L. au capital de 50 000 F  
Siège social : 41, rue des Olivettes  
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28  
R.C.S. Nantes  
N° SIRET 32151228700012  
Code A.P.E. : 5120  
Gérant : M. Maurice ROCHER  
Rédacteur en chef : Josi BUSSON  
Associés à parts égales :  
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,  
J.-Y. COUPEL,  
Gilles BONTemps.  
Imprimerie Commerciale  
32, bd Leñnec - RENNES  
C.P.P. n° 52 987



## A REZÉ : MAUVAISE EMULATION FLOCH - SÉGUIN

Le ministre du démantèlement de la Sécurité sociale, des « TUC ou rien » et du Code de la nationalité, Philippe Séguin, est venu à Rezé pour inaugurer la Sous-direction des Naturalisations.

La section de Rezé du P.C.F. tient à dénoncer la politique que représente ce membre du Gouvernement à l'heure où les chœurs du conformisme embouchent la même trompette pour saluer le travail consensuel de la Commission des sages sur le Code de la nationalité.

Ce projet réactionnaire, rétrograde que constitue le rapport de seize pages remis par les « sages » représente une véritable machine à rejeter, à précariser toujours plus la situation des étrangers résidant régulièrement en France pour les désigner comme responsables de certaines manifestations de la crise du système capitaliste (chômage, délinquance, échec scolaire).

Ce projet constitue un renforcement du dispositif répressif qui permet déjà des mesures d'exclusion et d'expulsion comme le jeune iranien Abbas Nashrol dans notre département ou du jeune étudiant togolais Serge Mitolo. Le préfet de la Seine-Saint-Denis, sur l'ordre de Pasqua et de Pandraud, entendait expulser ce jeune en catimini et de nuit. C'était sans compter sur le formidable élan de solidarité qui s'est développé dans ce département avec les militants de la Jeunesse communiste qui ont soustrait Serge à l'arbitraire des autorités.

Le projet du nouveau Code de la nationalité va dans le même sens

qu'une proposition de loi du Front national d'avril 1986, texte considérant que dans l'attribution de la nationalité le droit du sol (lieux de naissance et de résidence) avait perdu toute utilité. Il faut remonter à l'occupation nazie et au régime de Vichy pour retrouver une telle réglementation.

Le P.C.F. dit : ni rejet, ni intégration exigeant le reniement de leur personnalité, des cultures et valeurs dont sont porteurs ceux qui viennent d'ailleurs, mais au contraire enrichissement mutuel.

Puisque avec la campagne de l'élection présidentielle émerge le nouveau Code de la nationalité, avec ceux qui entendent battre Chirac, Séguin et Le Pen, le P.C.F. mettra tout en œuvre pour qu'il soit rejeté définitivement.

Séguin, c'est l'homme de l'exclusion : des étrangers avec ce projet de code, des jeunes chômeurs contre lesquels il envoie la matraque comme il y a quelques jours à Vitry contre ceux qui refusent, avec le Mouvement de la Jeunesse communiste, la radiation des listes pour n'avoir pas accepté de TUC.

S'il y a consensus là dessus, ce n'est pas et ce ne sera jamais avec les communistes. C'est le P.S. par la voix du maire de Rezé, M. Floch, qui vient de déclarer dans la presse qu'il n'avait pas attendu M. Séguin pour mettre en place les TUC dans sa ville. Dont acte.

A REZÉ,  
le 15 février 1988.

## P.S. ET DROITE ORGANISENT LES TUCS

Alors que de plus en plus nombreux les jeunes refusent les TUC et manifestent leur volonté d'accéder à de vraies formations et de vrais emplois, Claude Evin, député socialiste de Saint-Nazaire et directeur de campagne de Michel Rocard, avec Jean De Beaudinière, vice-président U.D.F. du Conseil général, unissent leurs efforts au sein d'une nouvelle association « CLEFS ».

« CLEFS » pourquoi, pour collecter des fonds auprès des municipalités afin de financer les TUC.

Ainsi via les impôts locaux, P.S. et droite proposent de faire financer aux parents l'exploitation de leurs enfants. Les gouvernements successifs dirigés par les amis d'Evin ou de De Beaudinière, n'offrent à de milliers de jeunes que cette solution : galérer pour 1 200 F par mois.

Le 24 avril, aidont ses jeunes à faire entendre leur mécontentement en votant pour le candidat qui s'oppose à cette cohabitation honteuse et propose de prendre 40 milliards sur le budget militaire pour la formation.

## B.T.T. : PROMESSES NON TENUES

### Nouveaux licenciements à B.T.T. qui devait maintenir l'emploi ! Une escroquerie que seuls les communistes ont dénoncée

L'entreprise B.T.T. vient de licencier 77 salariés, qui viennent s'ajouter aux dix du mois d'août 1987. L'ex-Creusot-Loire est un exemple supplémentaire édifiant de ce qu'il faut cesser de faire dans ce pays.

En effet, de 1984, où Fabius était le Premier ministre de Mitterrand, à 1988, où Chirac est Premier ministre de Mitterrand, la même politique de casse s'est prolongée.

Quelles propositions faisons-nous dès cette époque, alors que le consensus s'exerçait pour convaincre les travailleurs qu'il n'y avait pas d'autre possibilité que le rachat par les Américains et les Allemands ?

Nous disions, pour ce qui concerne aujourd'hui B.T.T., que le secteur chaudronnerie devait se poursuivre dans le cadre d'une politique énergétique conséquente.

— En particulier dans les réalisations des centrales nucléaires prévues, ainsi que de petites centrales bien adaptées pour les pays en voie de développement.

— Fabriquer la technique de gazéification du charbon mise au point par Creusot-Loire.

— Nos propositions concernaient

aussi une réelle coopération entre Creusot-Loire et Alsthom-Atlantique, avec une politique d'investissement et de formation pouvant déboucher sur la fabrication de turbo alternateurs, sachant qu'Alsthom s'approvisionne en R.F.A., au Japon et en Suisse.

— Une même conception offensive pouvait être mise en place au niveau de la production ferroviaire.

Aujourd'hui, le bilan est lourd, malgré la lutte de la C.G.T., du Parti communiste et de ses élus.

Aujourd'hui, les marchés, la technologie partent vers l'Allemagne. Cela n'est pas fatal mais découle de choix politiques que nous dénonçons dès 1984 et qui apparaissent aujourd'hui avec plus de clarté.

La section de Nantes du P.C.F., ses élus soutiennent l'action menée par les salariés, de même qu'elle soutient les questions posées par la C.G.T. concernant les aides publiques : que ce soit les milliards qui ont été touchés par le groupe allemand G.E.A. ; que ce soit les allègements sur la taxe professionnelle ; que ce soit sur l'exonération des taxes locales.

Oui ! B.T.T. est viable et l'entreprise doit rendre des comptes aux salariés et aux contribuables nantais sur l'utilisation de ces fonds.

La section de Nantes appelle les salariés à prolonger leurs luttes dans leur soutien à André Lajoinie, car il est le seul candidat dont les propositions sont en concordance avec les intérêts des salariés et du pays.

C'est le seul candidat qui propose de produire Français au lieu de spéculer, que ce soit en France ou à l'étranger, qui propose d'investir, d'embaucher, de former des jeunes.

Le vote André Lajoinie, ce sera le prolongement politique pour les gens qui luttent contre la casse et le pillage des entreprises.

Ce soutien au candidat communiste, André Lajoinie, se traduira dans quelques jours pour notre département par un grand meeting à Nantes avec André Lajoinie. Ce sera pour les salariés l'occasion de venir exprimer leur mécontentement de la politique actuelle et la nécessité de faire d'autres choix politiques dans ce pays.

## C.P.I.O. LE BRADAGE

### La Direction de la Régie Renault pousse au déclin et s'attaque à ceux qui s'y opposent

Dans une déclaration, la section de Carquefou et la cellule de la C.P.I.O. du Parti communiste français élèvent une vive protestation contre le bradage des filiales de la Régie Renault.

La C.P.I.O., entreprise performante, a réalisé 21,5 millions de francs de profit net en 1986, mais la Direction de la Régie pousse celle-ci sur la voie du déclin. Elle vend la C.P.I.O. à un groupe outre-Manche.

Elle fait payer son aventure américaine aux salariés et à la nation propriétaire (encore) de l'entreprise.

Lévy et les casseurs nommés

par les gouvernements successifs devraient être, eux, licenciés.

La Régie a perdu des milliards dans leur gestion anti-nationale contre l'emploi et la production en France.

Ils ont fait régresser Renault sur le marché intérieur comme à l'exportation avec les félicitations des dirigeants du groupe P.S.A. et du C.N.P.F., et osent s'attaquer aux libertés syndicales et politiques à l'entreprise.

Lévy doit démissionner et les filiales qui apportent des profits à la Régie ne doivent pas être bradées à l'étranger.

Renault peut et doit embaucher, produire les pièces qu'elle achète à l'extérieur et développer des formations.

La C.P.I.O. doit rester française, dans la Régie.

Les luttes ont permis d'empêcher Chirac et Madelin d'en finir avec le statut — un modèle mondial —, d'autres luttes peuvent les faire à nouveau reculer, c'est l'affaire des travailleurs.

Pour cela, ils trouveront comme toujours à leurs côtés, les communistes et André Lajoinie.

CARQUEFOU,  
le 22 février 1988.

## FOIRE de PORNICHET

### 18-19-20-21 MARS

#### Thème : "D'HIER à AUJOURD'HUI"

HIPPODROME DE LA COTE-D'AMOUR  
PORNICHET

ENTRÉE : 5 F

**VOTE  
LAJOINIE**

## DES CARS POUR LE MEETING

### SAINT-NAZAIRE

Les cars partiront de la Maison du Peuple à 14 h 30 et s'arrêteront à 14 h 40 aux halles de Penhoët, à 14 h 50 aux Six-Croix, à 15 h à la Côte de Savenay (face Ecole navale).

### TRIGNAC

CERTÈ, 14 h 30, salle J.-Duclos.  
BERT, 14 h 15, café Monge.  
CENTRE, 14 h 30, place de la Mairie.

### MONTOIR

BELLEVUE, 14 h 15, arrêt des cars.  
CENTRE, 14 h 30, église.

### CROSSAC

14 h, parking.

### PONTCHATEAU

14 h, place de la Mairie.

### SAINT-JOACHIM

14 h 15, place de l'Eglise.

### SAINT-MALO-DE-GUERSAC

14 h 15, place de l'Eglise.

### LE PELLERIN

La Tour Eiffel, 15 h 15.

### SAINT-JEAN-DE-BOISSEAU

Place de la Mairie, 15 h 20.

### BOISSEAU

Le Chat qui Guette, 15 h 25.

### LA MONTAGNE

La Briandière, 15 h 30.  
Place E.-Guérin, 15 h 35.

### PORNIC

Place de la Gare, 13 h 30.

### LA PLAINE-SUR-MER

Place de la Mairie, 13 h 45.

### THARON PLAGE

Place de la Concorde, 13 h 50.

### SAINT-BREVIN-LES-PINS

Place du Marché, 14 h 15.

### PAIMBŒUF

Café de la Loire, quai Boulay-Pâty, 14 h 30.

### CHATEAUBRIANT

Place du Château, 14 h 15.

### BLAIN

Place du Maquis-de-Saffré, 15 h.

### BOUGUENAIS

15 h, L.E.P. Pablo-Neruda.

### LES COUETS

15 h 15, place de la Chapelle.

### REZÉ

Place du Château, 15 h 30.  
Place du Marché-Pont-Rousseau, 15 h 35.

# AMÉNAGEMENT INTÉGRÉ DE LA LOIRE

Une déclaration des élus communistes à ORLÉANS  
contre un désengagement financier de l'Etat  
dans l'aménagement du Bassin de la Loire et ses affluents

Le 19 février, les élus communistes à l'EPALA sont intervenus vigoureusement lors du débat concernant le budget 1988 de l'EPALA. Ils ont tout d'abord rappelé que les crues récentes ne pouvaient que conforter la nécessité de voir réaliser le Programme d'Aménagement élaboré et engagé ensemble. C'est précisément en raison de cette nécessité de voir l'Aménagement du Bassin de la Loire et de ses affluents se poursuivre dans les meilleurs délais qu'ils ont exprimé leurs inquiétudes quant au désengagement de l'Etat.

\*  
\*\*

Il a été rappelé que lors de l'élaboration du Plan d'Aménagement :

1°) Il avait été question de l'Aménagement Intégré du Bassin de la Loire et de ses affluents, alors qu'aujourd'hui pour l'essentiel, il n'est question que du seul aménagement hydraulique.

2°) Dans le financement de l'actuel Plan d'Aménagement, la part de l'EPALA ne devait être que de 50 % avec remboursement de la T.V.A., ce qui est loin d'être acquis.

J.-P. Bremont et J. Nicolas, intervenant au nom des élus communistes, ont fait observer :

1°) Que depuis trois ans, la part de l'Etat dans les budgets de l'EPALA était loin des 50 % prévus. Par exemple, dans le budget 1988, elle ne sera que de 13,52 %. Le reste étant payé par les populations

sur facturation de l'EPALA, tant par leur facture d'eau (Taxe de Bassin) et par leur feuille d'impôts (Région-Département-Commune).

2°) Que le remboursement de la T.V.A. était loin d'être acquis, l'aide de l'Etat étant jusqu'à présent considérée comme subvention spécifique, ce qui alourdirait la part de l'EPALA, donc des populations concernées, de 15 %.

3°) Qu'aussi bien les « dérapages » sur l'estimation des ouvrages que les travaux supplémentaires générés par les nécessités de l'Aménagement ne donneraient lieu à aucune aide supplémentaire de l'Etat.

\*  
\*\*



**gifco**

GIFCO : Un groupe de sociétés représentées sur toute la France. Des équipes de professionnels connaissant le marché public, ses décideurs et leurs impératifs. GIFCO : le partenaire indispensable pour une conception moderne de la gestion des collectivités.

Dans notre région :

**BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT**  
92, rue Carnot  
56100 Lorient  
Tel. : 97.21.65.71

EDIMAGE

LA FORCE D'UN GROUPE  
gifco

Déjà, rien que pour ces raisons, au delà des querelles de chiffres, on constate comme l'a fait remarquer J.-P. Bremond, en cours de séance, un désengagement insidieux mais réel de l'Etat.

Devant cette situation préjudiciable aux populations concernées, les élus communistes fermement attachés à la réalisation du Plan d'Aménagement ont demandé avec insistance que de nouvelles négociations soient engagées avec l'Etat en vue d'obtenir :

— le remboursement de la T.V.A. ;

— une reconsidération de l'aide de l'Etat en fonction des nécessités nouvelles gérées par l'aménagement.

donné par les communistes à leur abstention lors du vote du budget 1988 de l'EPALA indiquant que par ailleurs ils informeront élus et populations concernées de l'actuelle situation.